

Questions juridiques soulevées par le raccordement final des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné

Consultation publique de l'ARCEP

Réponse de l'AVICCA
(mai 2012)

La consultation de l'ARCEP souligne opportunément de graves lacunes dans le dispositif réglementaire, concernant le raccordement final. Elles portent sur de nombreux points : financement et propriété des infrastructures dans les pavillons, dans les parties non bâties des immeubles collectifs etc. Elles rajoutent de la complexité et des incertitudes dans un cadre qui n'en manque déjà pas.

L'ARCEP propose un certain nombre d'interprétations, mais celles-ci pourraient être remises en cause par des tribunaux, ce qui fait peser un risque important pour les acteurs. De plus, cette interprétation ouvre un champ immense à la « liberté contractuelle » entre les opérateurs d'un côté et les propriétaires d'immeubles collectifs et de pavillons de l'autre. Or dans la grande majorité des cas, hors zone très dense, un propriétaire ne pourra pas choisir l'opérateur. Deux grands opérateurs privés se sont ainsi répartis une dizaine de millions de logements de la zone AMII. La « liberté contractuelle » tend vers zéro quand il n'y a aucun choix possible du partenaire du contrat. A contrario, l'article L.33-6 du CPCE et ses déclinaisons encadreraient fortement la liberté contractuelle pour équilibrer les droits et obligations respectives des propriétaires (ou occupants) et des opérateurs.

Aussi l'AVICCA souhaite que le législateur se saisisse rapidement de ces questions.